

DECISION DU PRESIDENT N° D2025-66

Objet : Conclusion de l'accord-cadre relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « Centres-Villes Vivants » 3ème édition – lot 2 : assistance juridique du programme “Centres-Villes Vivants”.

Le Président de la Métropole du Grand Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5219-1,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L. 2124-1, L.2124-2, R. 2124-1, R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'élection du Président de la Métropole du Grand Paris du 9 juillet 2020,

Vu la délibération CM2023/10/12/45 du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2023 portant délégation d'attributions du Conseil de la Métropole du Grand Paris au Président pour prendre des décisions dans les domaines limitativement énumérés parmi lesquels « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures et de services, et de travaux ainsi que toute décision concernant leur actes modificatifs, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Vu l'arrêté du Président n°AP2024/689 portant délégation de signature à Monsieur Philippe CASTANET, directeur général des services de la Métropole du Grand Paris,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres du 18 mars 2025 concernant l'attribution de l'accord-cadre relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « Centres-Villes Vivants » 3ème édition – lot 2 : assistance juridique,

Considérant la nécessité pour la Métropole du Grand Paris de passer un marché afin de se faire accompagner dans le suivi juridique du programme « Centres-Villes Vivants »,

Considérant que pour répondre à la variabilité dans le volume et la survenance des besoins, il convient de passer le marché sous forme d'accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à prix unitaires par l'émission de bons de commandes,

Considérant que, compte tenu de la nature des prestations et de leur montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, la Métropole du Grand Paris a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert décomposée en deux lots, conformément aux articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique,

Considérant qu'après analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 mars 2025, a décidé d'attribuer le lot n°2 de l'accord-cadre au cabinet RIVIERE AVOCATS ASSOCIES,

DECIDE

Article 1 : De conclure l'accord-cadre relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « Centres-Villes Vivants » 3ème édition – lot 2 : assistance juridique du programme "Centres-Villes Vivants", avec le cabinet RIVIERE AVOCATS ASSOCIES, sise 222 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris, exécuté à prix unitaires, par l'émission de bons de commandes sans minimum et avec un montant maximum fixé à 80 000 € HT, et ce pour une durée d'un an reconductible deux fois pour un an, soit une durée totale de trois ans.

Article 2 : La dépense sera imputée au budget 2025, chapitre 011.

Article 3 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France ;
- Monsieur le Trésorier.

Par ailleurs, notification en est faite au prestataire.

Fait à Paris, le **03 AVR. 2025**

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services
Philippe CASTANET

